

LETTRE OUVERTE A LA POPULATION SUR LE DEVENIR DE L'HOPITAL D'AMBERT ET DE SON SERVICE DE CHIRURGIE

Je viens d'être informé de la **nouvelle étape**, décidée par la direction commune des hôpitaux de Thiers-Ambert, conduisant à la fermeture du bloc opératoire d'Ambert.

En effet, en réduisant l'activité du seul chirurgien en poste à Ambert, et en limitant encore davantage la présence d'un anesthésiste, **le but recherché est bien à court terme la fermeture complète, définitive, du bloc opératoire.**

Déjà, depuis la création du GCS (Groupement de Coopération Sanitaire) Thiers-Ambert, en décembre 2009, le bloc opératoire est fermé la nuit, les week-end et jours de fête. Désormais, l'activité se limiterait à la chirurgie ambulatoire pour des actes programmés, les examens de gastro-entérologie et quelques interventions chirurgicales strictement limitées : en fait, **seulement 2 à 3 demi-journées de fonctionnement du bloc par semaine.** A terme, ce sont les urgences qui sont menacées, et le service de médecine affaibli.

Cette situation est d'une extrême gravité puisqu'elle **prépare la disparition totale d'une chirurgie de proximité indispensable à la sécurité sanitaire de notre bassin de vie.** Elle est donc doublement condamnable au regard de la loi : elle mettra des vies en danger et elle est discriminatoire pour notre territoire. Aussi, je prendrai l'initiative d'engager les recours judiciaires qui s'imposent.

Cette nouvelle restructuration ne respecte pas non plus l'obligation qu'a le Groupement de Coopération Sanitaire de partager les moyens entre les deux sites de Thiers et Ambert.

Nous sommes, en fait, les victimes d'un choix délibéré d'une politique sanitaire qui abandonne la population rurale en la condamnant à la sous-médicalisation.

Je suis scandalisé par un tel mépris. Et je m'oppose fermement à cette destruction, comme je me suis vigoureusement opposé, à l'Assemblée nationale, à la loi HPST (Hôpital, Patients, Santé et Territoire), votée la 21 juillet 2009.

Certes, je connais tous les arguments avancés, qui sont, pour l'essentiel, **le résultat d'une manipulation à grande échelle :**

- **Activité artificiellement réduite** pour la condamner à disparaître (réduction des créneaux horaires du bloc opératoire, baisse organisée de l'activité, suppression des crédits de gardes...).
- **Praticiens qui servent d'alibi** par l'instrumentalisation de leurs intérêts personnels (notamment les réticences à se déplacer à Ambert des anesthésistes-réanimateurs de Thiers).
- **Patients réorientés** au nom de la qualité des soins (transports coûteux vers Thiers ou Clermont-Ferrand au détriment parfois de leur sécurité par des délais d'attente et l'engorgement des hôpitaux).
- **Impossibilité de recruter du personnel soignant** pour travailler à Ambert... après avoir provoqué, par des restructurations incessantes, le départ de ceux qui étaient en poste.
- **Baisse de recettes liées à la tarification à l'activité,** amplifiée par les réorganisations successives.

Je suis évidemment conscient que les responsables locaux de cette évolution, notamment le directeur par intérim des deux centres hospitaliers, voire certains praticiens, mettent en œuvre **sous la contrainte** les objectifs de l'Agence Régionale de Santé (ARS). Le chantage qui est fait à leur propre avenir professionnel les conduit à anticiper la décision par l'Etat lui-même de la fermeture des petits blocs opératoires. Ils le font **au détriment de l'intérêt général**.

Quant aux politiciens **adeptes de la suppression des services publics**, ils sont ainsi épargnés par ces décisions administratives locales : le ministre de la santé, dont la Direction de l'ARS est le représentant direct, pourra prendre acte de la disparition de la chirurgie de proximité... sans même avoir signé un décret fixant un seuil de fermeture !

Je dénonce solennellement cette pratique hypocrite, qui n'est pas digne de notre pays. Ces méthodes de gestion, au mépris de toute éthique, dévalorisent notre République et provoquent chez les citoyens le rejet des pouvoirs publics et des responsables politiques.

J'appelle solennellement l'ensemble des habitants du bassin d'Ambert à se mobiliser pour refuser la fermeture programmée du bloc opératoire de leur centre hospitalier, et à exiger une couverture suffisante des besoins (psychiatrie pour ne prendre qu'un exemple) ou le maintien d'offres de soins en passe d'être abandonnées par le secteur libéral, comme la radiologie (notamment mammographie, panoramiques dentaires et ostéo-densitométrie).

J'appelle **l'ensemble des élus** à réagir sous les formes qu'ils décideront : réunions avec la population, pétitions, délibérations du conseil municipal, participations aux rassemblements et manifestations, interventions dans les assemblées élues, etc...

J'appelle **les gens de passage dans notre belle région**, ou en résidences de vacances, à soutenir notre combat parce que le devenir des Campagnes de France est une Grande cause nationale.

J'appelle **le personnel hospitalier** à rejeter les mesures administratives qui leurs sont imposées et qui auront des conséquences graves pour leur activité future et la population locale.

J'appelle à soutenir massivement les actions conduites par tous ceux qui animent les mouvements de résistance : l'Association DEHBA (Dynamisons Ensemble l'Hôpital du Bassin d'Ambert), le CDDSP Thiers-Ambert (Collectif de Défense et de Développement des Services Publics Thiers-Ambert), les organisations syndicales.

L'heure est grave : il nous faut obtenir l'arrêt d'un projet dont les conséquences seront lourdes pour le pays d'Ambert et sa population.

D'ores et déjà, la mobilisation de la population m'a permis d'obtenir qu'un **débat public** soit organisé avant l'été sur le territoire de santé Thiers-Ambert, dans le cadre d'une audition de la Conférence régionale de la santé. Cette table ronde associera toute les parties concernées. J'ai eu aussi l'assurance, par le Directeur de l'ARS, que l'autorisation de chirurgie était prorogée avec **rétablissement de la ligne de crédit** qui avait été supprimée pour l'exercice 2011.

**Il faut maintenant avoir la garantie que la nouvelle restructuration du bloc opératoire est abandonnée.
Ne baissons pas les bras !**

André CHASSAIGNE